

REVALORISATION DES PENSIONS DES SOLDATS DES ANCIENNES COLONIES FRANÇAISES

Les «Oubliés de la République» demandent réparation

Dénonçant un «demi-siècle d'injustice», un collectif d'associations a manifesté à Paris pour réclamer une revalorisation des pensions des soldats des anciennes colonies françaises. Les «Oubliés de la République» (*), qui s'étaient donné rendez-vous vendredi dernier — célébration du 8 mai 1945 —, sur le parvis des droits de l'homme au Trocadéro à Paris, contestent une loi de 1959 – dite «de cristallisation» —, instaurant un traitement différent entre anciens combattants français et ceux qui sont devenus étrangers lors de la décolonisation.

Des différences persistent, allant de un à huit, selon les associations de défense des anciens combattants et de lutte contre le racisme. «Quand un ancien combattant français perçoit environ 600 euros, un ancien combattant sénégalais touche 159 euros. Le sang versé pour la patrie d'alors vaudrait-il plus cher selon que l'on est aujourd'hui Français, Marocain ou Sénégalais ?» s'interrogeaient plusieurs intellectuels français, il y a quelques jours, dans une tribune publiée dans la presse. En 2006, le film *Indigènes* de Rachid Bouchareb, primé au Festival de Cannes, avait braqué les projecteurs sur les troupes coloniales et contribué l'année suivante à accélérer la revalorisation des retraites et des pensions d'invalidité quelle que soit la nationalité actuelle des militaires. A l'occasion de la commémoration du 8 Mai 1945 — vendredi dernier —, le président français a

salué le «sacrifice» des troupes coloniales, «spahis, tabors marocains et tirailleurs sénégalais», sans évoquer la polémique.

«Reconnaissance financière»

Cette reconnaissance n'a aucun intérêt si derrière tout ça, les pensions, la reconnaissance réelle, financière à l'égard de ceux qui ont risqué leur vie n'est pas faite», a estimé le socialiste Alain Rousset lors de la manifestation parisienne. Député et président de la région Aquitaine, il a déposé une proposition de loi (voir encadré ci-dessous) en vue de «compléter les mesures déjà intervenues de «décrystallisation», améliorer les conditions d'accueil et de prise en charge de ces anciens combattants en France et leur permettre de choisir librement leur lieu de résidence». «Si l'on veut vraiment respecter les anciens combat-

tants, si on veut leur donner la possibilité de vivre y compris chez eux, il faut le faire. Peut-être la meilleure aide au développement que l'on puisse faire, c'est cette pension qu'il faut «décrystalliser», a-t-il estimé. Selon Naïma Charaï, conseillère régionale socialiste en Aquitaine et présidente des «Oubliés de la République» (lire ci-dessous extraits d'une interview accordée au *Journal du dimanche*), mettre retraites et pensions à égalité coûterait entre 400 et 500 millions d'euros par an. C'est «l'équivalent du manque à gagner occasionné par le bouclier fiscal, qui plafonne le taux d'imposition des Français les plus riches», explique-t-elle.

(*) «Les Oubliés de la République» rassemblent une soixantaine d'associations françaises (dont la Ligue des droits de l'homme, SOS Racisme, le MRAP ou le Gisti)

Le secrétaire d'Etat français à la Défense et aux Anciens combattants en visite à Alger aujourd'hui

Du nouveau pour les anciens combattants algériens de l'armée française ? Peut-être, avec la visite en Algérie les 13 et 14 mai 2009 du secrétaire d'Etat français à la Défense et aux Anciens combattants, Jean-Marie Bockel. Lors de cette visite, il inaugurera ce jeudi le service des anciens combattants de l'ambassade de France en Algérie.

Nous rappelons aux lecteurs concernés les coordonnées en Algérie de ce service.

Ambassade de France en Algérie/Service des anciens combattants
1, ex-rue du professeur Vincent, quartier du Telemly, Alger.
Boîte postale n° 61 16 035 Hydra, Alger.
Téléphone : 021 71 90 43
Fax : 021 71 90 45
Email : contact@acvg-alger.or

A nos lecteurs...

La page d'aujourd'hui ne contient pas de courrier des lecteurs, ce n'est que partie remise. Nous avons privilégié pour cette livraison un sujet d'actualité cher aux anciens combattants algériens de l'armée française, sujet que nous traitons régulièrement dans ces colonnes depuis 2001, année de l'Arrêt Diop du Conseil d'Etat français et début du processus de décrystallisation des pensions de ces anciens combattants. Nous disposons d'un volumineux courrier des lecteurs, non encore publié (courrier postal et Email). Nous demandons à nos lecteurs d'être patients : nous publierons leur courrier au fur et à mesure de la parution hebdomadaire de cet espace «Retraite». En attendant, et pour ceux d'entre eux qui peuvent accéder à Internet, nous les encourageons à consulter les archives du «Soir retraite» sur le site web du *Soir d'Algérie* — www.lesoirdalgerie.com —, ils trouveront dans la rubrique «Courrier des lecteurs» de cet espace, certainement une réponse à leurs questions.

SELON NAÏMA CHARAÏ, PRÉSIDENTE DES «OUBLIÉS DE LA RÉPUBLIQUE»

«Le gouvernement français joue la montre et attend la mort du dernier «indigène»...» !

Extraits d'une interview accordée par Naïma Charaï (*) à l'hebdomadaire français *Le Journal du dimanche*.

Quel est le sens du rassemblement au Trocadéro ?

Ce rassemblement intervient à l'initiative d'Alain Rousset, député socialiste de la Gironde et président de la région Aquitaine. Il a pour mission de mettre en lumière ces «hommes de l'ombre», ces anciens combattants des ex-colonies qui ont servi sous le drapeau français et qui «fêtent» cette année un bien triste anniversaire. Cela fait en effet 50 ans que ces hommes sont discriminés par la loi dite «de cristallisation», promulguée en 1959 par le général de Gaulle. La loi de finances de 2007 a, certes, «décrystallisé» certaines sommes, mais a oublié la plus importante : la pension civile et militaire qui devrait être attribuée à 80 000 personnes encore en vie.

Quelle différence de traitement y a-t-il entre un ancien combattant français et son «frère d'armes» étranger ?

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. La pension civile et militaire d'un Français s'élève à environ 600 euros par mois. Elle est de 150 euros par mois pour un Sénégalais et de 80 euros par mois pour un Marocain. L'indice, fixé dans un barème, varie au maximum de un à huit.

En même temps, le coût de la vie n'est pas le même en France et au Maroc... Mais dire cela, c'est oublier tous les services rendus à la France par les combattants étrangers ! Cela ne justifie rien du tout et c'est même indigne. En

outre, je vous signale que la loi ne tient pas compte du lieu de résidence de l'ancien combattant, mais seulement de sa nationalité.

Quel jugement portez-vous sur l'attitude du gouvernement sur cette question ?

Le gouvernement joue la montre, tout simplement...

En clair, il attend selon vous la mort du dernier «indigène»...

Absolument. Je pense que c'est cela qui se joue, avec le plus grand cynisme. Il faut savoir que d'ici dix ans, en moyenne, le dernier «indigène» aura expiré. Et il aura droit aux honneurs de la Nation...

Finalement, la justice ne peut-elle pas aller plus vite que le politique ?

Non, pour la simple raison qu'il n'existe pas de cadre global. Par exemple, la décision rendue par le tribunal administratif de Bordeaux le 15 octobre dernier a, au nom d'un accord Euro-Méditerranée, été, certes, favorable aux cinq plaignants marocains, mais le plaignant sénégalais a lui été débouté, son pays n'ayant pas ratifié cet accord. En outre, les recours devant les tribunaux sont très longs. Seule l'action politique peut permettre d'accélérer les choses.

(*) Vice-présidente socialiste de la région Aquitaine, déléguée à la Ville et en charge de la lutte contre les discriminations, Naïma Charaï est, également, au sein du Parti socialiste, déléguée nationale à l'Egalité des chances.

Une proposition de loi française en souffrance

A l'initiative d'Alain Rousset — député socialiste français de la Gironde et président de la région Aquitaine —, une proposition de loi relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des Etats antérieurement liés à la France, et ayant accédé à l'indépendance, a été enregistrée à la présidence de l'Assemblée nationale le 29 octobre 2008 et mise en distribution le 14 novembre 2008. Mais à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus, cette proposition a été renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus.

En voici l'exposé des motifs.

«Jusqu'aux indépendances, les combattants originaires des Etats antérieurement liés à la France furent envoyés en première ligne au service d'un pays dont ils n'avaient, pour la plupart d'entre eux, jamais foulé le sol. Traumatisés, blessés, prisonniers, torturés ou laissés pour morts, ils vécurent, au même titre que leurs frères d'armes français, les affres et les horreurs de la guerre. Aujourd'hui, il ne resterait que quelques milliers de ces anciens combattants vivant en France ou dans leur pays d'origine. Jusqu'en 2002 et depuis la loi du 26 décembre 1959, ils ne bénéficiaient pas des mêmes prestations que

celles servies aux militaires français ayant combattu à leurs côtés. Suite à l'indépendance de leur pays, leurs pensions et retraites furent transformées en indemnités non indexables sur le coût de la vie. Cette cristallisation concernera la retraite du combattant, les pensions militaires d'invalidité, les pensions militaires de retraite et les pensions civiles de retraite. Le 30 novembre 2001, une décision du Conseil d'Etat confirme que la loi du 26 décembre 1959 est contraire à l'article 14 de la Déclaration européenne de sauvegarde des droits de l'homme qui condamne la discrimination à raison de la nationalité. Dans le cadre de la loi de finances pour 2002, le gouvernement sera ainsi contraint d'appliquer le critère de parité des prestations. Néanmoins, il diminuera le montant des prestations en appliquant un coefficient négatif dit «de parité de pouvoir d'achat», spécifique au pays de résidence du bénéficiaire. Mais la persistance de discriminations est confirmée le 9 octobre 2006 par la Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité des chances (Halde). Elle signale également la discrimination faite à l'encontre des personnels civils. Dans sa délibération, la Halde recommande au gouvernement «de prévoir un dispositif de revalorisation des pensions civiles et militaires de retraites, de la retraite du combattant, des pensions civiles et militaires d'invalidité et des

pensions de reversions supprimant toute discrimination à raison de la nationalité». Dans la loi de finances pour 2007, le gouvernement ne répond qu'en partie à cette recommandation. La décrystallisation de la retraite du combattant et de la pension militaire d'invalidité n'interviendra qu'à compter du 1^{er} janvier 2007, sur demande des intéressés. Par ailleurs, cette décrystallisation tardive ne concernera pas l'attribution des pensions civiles et militaires de retraite. Outre les années qui se sont écoulées sans que la France n'affiche la juste reconnaissance à l'égard de ces personnes qui ont servi pour son indépendance, et se sont battus pour la défense de sa souveraineté, se pose la question de leurs conditions de vie sur notre territoire comme dans leur pays d'origine. Au vu de l'âge de ces personnes et de l'urgence induite par cette situation qui n'a que trop duré, il convient d'appliquer au plus vite les dispositions contenues dans la présente proposition de loi.

Egalité de traitement avec leurs frères d'armes français

A ce titre, l'article 1^{er} vise à mettre fin à la discrimination dont sont victimes les anciens combattants originaires des Etats antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance. Pour qu'ils bénéficient d'une

égalité de traitement avec leurs frères d'armes français, cet article propose une décrystallisation complète des pensions et retraites militaires ainsi que l'automatisation de leur liquidation. Il inclut également les pensions civiles de retraite, dont la cristallisation entraîne de la même manière une discrimination à raison de la nationalité. L'article 2 vise à améliorer les conditions de vie et d'accueil de ces anciens combattants en France. Il s'appuie sur le développement d'un dispositif spécifique à l'accueil d'anciens combattants étrangers. Les problématiques liées à leur état de santé, leur méconnaissance de la langue française et leur isolement nécessitent un accompagnement social et médico-social particulier. Enfin, pour lutter contre des situations d'isolement et le déchirement de nombreuses familles, les articles 3, 4 et 5 visent à offrir le choix à ces anciens combattants de vivre en France ou dans leur pays d'origine. Ces articles prévoient, d'une part, de supprimer la durée d'obligation de résidence donnant droit au minimum vieillesse, et d'autre part, de favoriser les partenariats visant à soutenir le développement de système d'accueil et de santé des personnes âgées dans leur pays d'origine. L'article 6 définit les modalités de financement des dépenses engendrées par la présente loi.»
Fin de l'exposé des motifs.